

N° 4484⁴**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 1998-1999

PROJET DE LOI**modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973
portant réforme du salaire social minimum**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE TRAVAIL**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DE TRAVAIL
AU MINISTRE DU TRAVAIL**

(1.12.1998)

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date du 15 octobre 1998, vous avez fait parvenir à notre Chambre professionnelle le projet de loi cité sous rubrique pour avis.

Conformément au paragraphe (2) de l'article 2 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum, le Gouvernement est obligé de soumettre, toutes les deux années un rapport à la Chambre des Députés sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus, accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi portant relèvement du niveau du salaire social minimum.

Du point 4 de l'exposé des motifs, il ressort que, entre les années 1995 et 1997, l'indicateur du salaire horaire moyen réduit à l'indice 100 de l'échelle mobile des salaires accuse une progression de 1,3%.

Le présent projet de loi a pour but essentiel de combler ce retard en proposant un relèvement du salaire social minimum de 1,3% à partir du 1er janvier 1999.

La Chambre de Travail rappelle que la méthode de constatation de l'évolution du salaire moyen qui est à la base de la refixation du salaire social minimum se dégage des conclusions du rapport final du 15 septembre 1994 du groupe tripartite d'experts chargé de revoir la méthode de constatation de l'évolution du niveau de vie à appliquer pour l'ajustement des pensions et l'adaptation du salaire social minimum.

Ce rapport a pris en compte un certain nombre de revendications de notre Chambre.

Celle-ci continue cependant à s'opposer à l'élimination des 5% des salariés qui touchent les salaires les plus élevés, et elle plaide en faveur de la prise en compte des revenus jusqu'à concurrence de l'équivalent du traitement le plus élevé de l'administration gouvernementale.

Elle demande en outre d'étudier la possibilité d'une adaptation annuelle du salaire social minimum.

La Chambre de Travail insiste une nouvelle fois sur la nécessité de l'existence d'un salaire social minimum qui est la contrepartie minimale fixée par le législateur d'un travail fourni par un salarié.

Elle juge totalement déplacée l'argumentation d'aucuns selon laquelle le salaire social minimum n'aurait plus de justification face au revenu minimum garanti, qui est - rappelons-le - le montant minimum auquel un citoyen ou une communauté domestique a droit pour vivre, montant qui lui est assuré par la collectivité nationale. Une suppression du salaire social minimum ne signifierait rien d'autre que l'Etat, donc les contribuables, paierait - à la place des entreprises - une partie des salaires!

En outre, la proportion élevée de salariés rémunérés au salaire social minimum - qui a constamment augmentée au cours de cette décennie jusqu'à 16,4% en 1998 - montre clairement la nécessité de l'existence du salaire social minimum. On peut en effet craindre qu'en l'absence de celui-ci, un nombre non négligeable de salaires ne se situeraient au-dessous de ce seuil.

Or, une ouverture indéfinie de l'éventail des salaires constituerait un danger pour le maintien de la cohésion au sein de notre société.

La Chambre de Travail constate qu'une majeure partie des bénéficiaires du salaire social minimum se retrouve dans les secteurs du commerce, restauration et hébergement, la répartition étant que 29% des hommes et 46% de femmes sont effectivement payés au salaire social minimum.

Notre Chambre soutient de façon inconditionnelle la revendication légitime des organisations syndicales quant à l'introduction de conventions collectives déclarées d'obligation générale dans les secteurs décrits.

Notre Chambre note d'ailleurs l'ampleur du déséquilibre entre hommes et femmes occupés au salaire social minimum.

Alors que – dans tous les secteurs de l'économie pris ensemble – 13% des hommes sont rémunérés au salaire social minimum, la proportion des salariées rémunérées au salaire social minimum parmi le total des femmes salariées est de 22%, donc pratiquement le double. La question de l'application des textes relatifs à l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, les conditions de travail et la rémunération doit par conséquent être clairement posée.

Finalement, notre Chambre tient à rappeler qu'un relèvement du salaire social minimum comme celui prévu par le projet de loi sous avis n'est que l'application d'une disposition légale visant l'adaptation „ex post” du salaire social minimum à l'évolution du salaire moyen pendant une période de deux années, cette adaptation se faisant avec un retard d'un an et demi au moins.

Actuellement, le législateur détient le pouvoir de décision pour faire procéder à cette adaptation et il peut la faire dépendre des conditions économiques générales. La Chambre de Travail demande cependant de la rendre obligatoire.

Tout en approuvant l'extension de la notion de travailleur qualifié aux détenteurs d'un CITP réalisée par la loi du 6 janvier 1997, notre Chambre réitère sa remarque formulée dans le cadre de son avis 40/96 y relatif selon laquelle les salariés ont parfois des difficultés à prouver les périodes travaillées pour la computation de la durée qualifiante, un problème qui se pose surtout dans les entreprises de nettoyage des bâtiments.

Compte tenu des observations qui précèdent, notre Chambre marque son accord avec le projet de loi sous avis.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre considération très distinguée.

Pour la Chambre de Travail,

Le Directeur,
Mario CASTEGNARO

Le Président,
Pierrot ADAMY